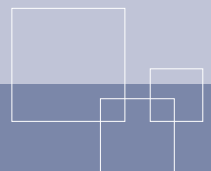
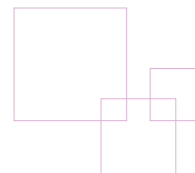


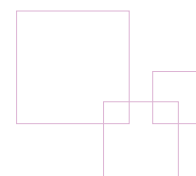
# L'évolution des métiers en Ile-de-France de 1990 à 1999 :

une première approche comparative  
avec la province



## L'évolution des métiers en Ile-de-France de 1990 à 1999 : une première approche comparative avec la province

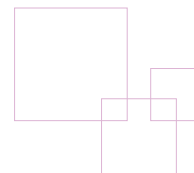




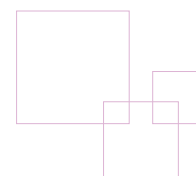
# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	3
<b>A. L'évolution des métiers en Ile-de-France en comparaison avec la province</b> .....	5
Quelques statistiques par domaine professionnel .....	5
Croissance ou décroissance de l'emploi entre 1990 et 1999 par domaine professionnel .....	6
Différences d'évolutions en Ile-de-France - Province et poids des domaines franciliens dans la France métropolitaine .....	7
<b>B. L'évolution en Ile-de-France par domaine professionnel</b> .....	9
I. Les domaines qui ont créé le plus d'emploi .....	9
II. Les domaines dont l'emploi a le plus reculé .....	10
<b>C. L'évolution en Ile-de-France par famille professionnelle</b> .....	13
Les 32 familles professionnelles créatrices d'emploi .....	13
Les 52 familles professionnelles ayant supprimé des emplois .....	14
Quelques classements .....	15
Les métiers porteurs .....	15
Les métiers en déclin .....	16
Les dix plus fortes évolutions "en valeur absolue" entre 1990 et 1999 .....	16

## L'évolution des métiers en Ile-de-France de 1990 à 1999 : une première approche comparative avec la province



# I ntroduction



P our déterminer des besoins de formation, il est impossible de se passer d'une analyse précise de l'évolution des métiers. Les formations professionnelles sont en effet construites à partir de l'identification des compétences nécessaires à l'exercice d'un métier, formalisées dans un référentiel de formation. Savoir comment les métiers évoluent est donc un préalable nécessaire à toute décision en la matière, et constitue l'un des éléments de la démarche d'analyse menée par les acteurs régionaux, dans le cadre de l'OREF, pour établir un diagnostic et une méthode d'aide à la décision utiles aux décideurs en matière de politiques d'emploi et de formation professionnelle.

L'analyse de l'évolution des métiers est de surcroît indispensable à l'établissement d'une vision prospective sur les emplois de demain et les besoins en compétences qui en découleront. Elle se décline de multiples manières : évolutions des effectifs, bien sûr, mais aussi évolutions de la structure par âge, sexe, qualification, de la répartition sectorielle, modifications éventuelles des régimes d'alimentation (turnover vs promotion interne par exemple), évolutions qualitatives du contenu des métiers liées aux progrès technologiques, aux changements d'organisation du travail et/ou du niveau de formation de leurs titulaires.... C'est la mise en perspective de l'ensemble de ces indicateurs, de manière systémique, qui, soumise à la discussion des partenaires, peut permettre d'établir une vision prospective de l'évolution des métiers, préalable indispensable aux décisions sur l'appareil de formation.

Ce document constitue donc une des toutes premières étapes<sup>1</sup> de l'élaboration d'un corpus de connaissances partagées sur l'évolution des métiers. Il se limite à une analyse des évolutions des effectifs dans les familles professionnelles<sup>2</sup>, comparées à celles de la province, aux deux recensements de 1990 et 1999. La non-disponibilité de données permettant une exploitation par famille professionnelle du nouveau recensement en continu nous oblige à nous contenter de ces données relativement anciennes, qui pourront être complétées dans un second temps par

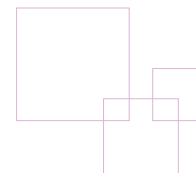
l'exploitation d'autres sources apportant d'autres éclairages<sup>3</sup>. Un autre document, en cours d'élaboration avec l'INSEE<sup>4</sup>, devrait donner des éléments complémentaires sur onze domaines professionnels, avec des données de structure (âge, sexe, qualification) et compléter l'analyse sur la période récente avec des données sur la demande d'emploi. Un troisième document, joint à celui-ci, analyse plus précisément le croisement métiers - secteurs, dont la connaissance est indispensable pour comprendre l'impact des évolutions économiques sur celles de l'emploi par métier.

La définition de l'emploi retenue est ici l'emploi «au lieu de travail», c'est-à-dire l'ensemble des emplois localisés en Ile-de-France (et non pas l'emploi occupé par des personnes habitant en Ile-de-France)<sup>5</sup>.

L'interprétation des évolutions présentées ici sans véritable commentaire, dans l'objectif d'une diffusion rapide de l'information, doit s'entourer de précautions particulières.

**Tout d'abord, ces données témoignent sans ambiguïté du fait que le «décrochage» de l'Ile-de-France par rapport à la province, ou plutôt le «rattrapage» de la province sur un grand nombre de métiers, avait commencé bien avant le retournement conjoncturel de 2001.** En effet, seuls les métiers des domaines professionnels de l'agriculture-marine-pêche et de l'enseignement-formation<sup>6</sup> ont connu une évolution plus favorable (ou moins défavorable) qu'en province. Globalement, l'évolution de l'emploi en Ile-de-France a été légèrement défavorable sur la période, et nettement favorable en province, même s'il faut souligner que la notion de «province» recouvre un agrégat très hétérogène, avec des régions fortement dynamiques et d'autres au contraire victimes de difficultés économiques récurrentes (première partie). Les domaines qui ont détruit de l'emploi sont plus nombreux que ceux qui en ont créé (deuxième partie). Mais bien que l'on ne dispose pas de données aussi détaillées sur la période récente, on sait sans l'ombre d'un doute, par exemple, que l'augmentation sans précédent

## L'évolution des métiers en Ile-de-France de 1990 à 1999 : une première approche comparative avec la province



de l'informatique, en province et en Ile-de-France, a été suivie d'un retournement dont l'un des signes est le triplement de la demande d'emploi sur les métiers de l'informatique en Ile-de-France entre 2000 et 2004. Par ailleurs, même lorsque l'on s'intéresse à des catégories détaillées comme les familles professionnelles en 84 postes (troisième partie), ces catégories restent des regroupements de métiers qui peuvent avoir des évolutions dissemblables. Ainsi, dans la catégorie A1 (maraîchers-jardiniers), qui voit ses effectifs décroître en Ile-de-France et augmenter en province, le métier de maraîcher est en perte de vitesse sur l'Ile-de-France, alors que celui de jardinier est en pleine expansion.

Les descriptions qui suivent doivent donc être appréhendées comme un cadrage global, qui demande une actualisation et un affinement pour pouvoir commencer à donner lieu à des conclusions opérationnelles. Il faut aussi se garder d'interprétations hâtives sur la baisse de l'emploi industriel en Ile-de-France, par exemple, qui disqualifierait toute velléité d'encourager des formations aux métiers de l'industrie, en particulier sur des qualifications d'ouvriers. L'exploitation des données provisoires du recensement en continu<sup>7</sup> sur le thème du solde migratoire de la région avec la province montre que le solde migratoire des seuls actifs apparaît tantôt positif, tantôt négatif suivant la conjoncture comparée Ile-de-France-province, mais qu'il est fortement négatif sur l'ensemble de la population en raison de la composition différente des ménages qui arrivent (jeunes en début de vie active, souvent seuls) et de ceux qui partent (familles avec enfants, retraités). Surtout, ceux qui partent sont souvent moins qualifiés, avec d'un côté des départs nets vers la province d'ouvriers qualifiés ou non (le plus souvent des hommes âgés de 35 ans ou plus), d'employés (le plus souvent des femmes âgées de 35 ans ou plus), voire de contremaîtres et d'agents de maîtrise, et de l'autre côté des arrivées nettes en Ile-de-France de jeunes cadres.

Si ces évolutions sont liées en partie à l'évolution du système productif francilien (délocalisation des fonctions de production, spécialisation dans les fonctions tertiaires, gains de productivité liés aux nouvelles technologies), elles dépendent aussi d'une autre série de facteurs liés au coût et à la qualité de la vie en Ile-de-France pour des ménages aux revenus modestes, en particulier ceux qui ne disposent que d'un seul revenu d'activité. Les partants sont pour beaucoup des couples où un seul des deux parents travaille ou des familles monoparentales.

Le coût du logement, l'accessibilité des transports jouent dans ces décisions de départs, alors même que le taux de chômage de certaines catégories d'ouvriers qualifiés est faible<sup>8</sup>, même si leurs effectifs décroissent, et que les professionnels de la métallurgie déplorent des difficultés de recrutement sur ces métiers. Ainsi, **la décroissance des effectifs serait peut-être moindre si les conditions de vie des ménages aux revenus modestes étaient plus favorables en Ile-de-France.**

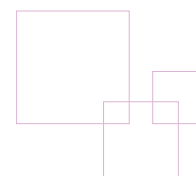
Enfin, **décroissance des effectifs ne doit pas être confondue avec disparition des possibilités d'insertion, des jeunes en particulier.** Certains métiers, dont les effectifs régressent, peuvent être de bons tremplins pour l'insertion durable de jeunes, soit qu'ils aient à pallier des difficultés de recrutement, soit que les compétences nécessaires pour l'exercice de ces métiers soient ensuite transférables pour l'exercice de professions moins directement accessibles aux primo-arrivants, ou aux actifs arrivant de l'extérieur d'une entreprise ou d'un secteur.

Le document qui suit est donc structuré en trois parties :

- l'évolution des métiers en Ile-de-France, comparée avec celle de la province, par domaine professionnel,
- une analyse plus détaillée des domaines où l'emploi croît ou décroît le plus,
- un récapitulatif de l'évolution des familles professionnelles (en 84 postes) qui composent les domaines étudiés auparavant.

# A

## L'évolution des métiers en Ile-de-France en comparaison avec la province



■ En 1990, l'emploi en Ile-de-France s'élevait à 5 076 000 actifs au lieu de travail, contre 5 042 000 en 1999. L'emploi total en Ile-de-France a ainsi légèrement baissé en neuf ans (-0.7%) alors qu'en province, il a augmenté de 4,5%.

En 1999, l'emploi en Ile-de-France représentait environ 22% de l'emploi total français.

Les métiers qui ont connu les augmentations d'effectifs les plus importantes durant la période 1990-1999 sont les métiers relatifs aux services aux particuliers (+101 053), à la santé et à l'action sociale, culturelle et sportive (+ 60 656) et à l'informatique (+ 51 553).

En revanche, les métiers qui ont fait chuter fortement l'emploi en Ile-de-France durant cette période sont les métiers du BTP (-93 124), de la gestion et de l'administration (-89 576) et de la mécanique et du travail des métaux (-55 712).

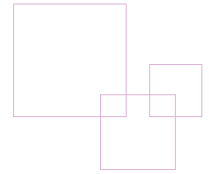
A l'exception des métiers de l'«agriculture, marine, pêche», de l'«enseignement-formation» et de la «politique-religion», l'évolution de l'emploi par domaine professionnel a été plus défavorable en Ile-de-France qu'en province. L'écart en défaveur de l'Ile-de-France a été particulièrement important pour les métiers de l'électricité-électronique, de la mécanique-travail des métaux, de l'artisanat et des études et de la recherche.

### Quelques statistiques par domaine professionnel

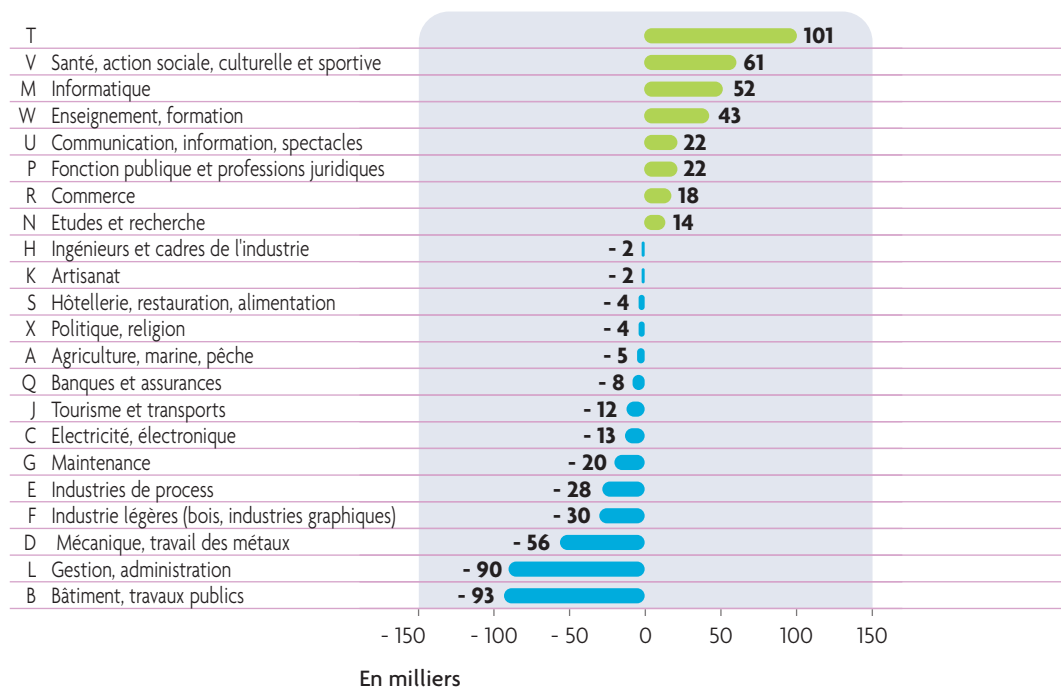
	Actifs occupés		Evolution 1990-1999 en Idf		Evolution 1990-1999	Différence d'évolution Idf-Provence <sup>*</sup>
	1990	1999	en volume	(en %)	(en %) en province	
A Agriculture, marine, pêche	39 330	34 412	-4 918	-12,5	-25,6	13,1
B Bâtiment, travaux publics	347 269	254 145	-93 124	-26,8	-13,7	-13,1
C Electricité, électronique	61 196	47 746	-13 450	-22	12,7	-34,7
D Mécanique, travail des métaux	215 705	159 993	-55 712	-25,8	-8,9	-16,9
E Industries de process	135 209	107 526	-27 683	-20,5	0,6	-21,1
F Industrie légères (bois, industries graphiques)	102 365	71 879	-30 486	-29,8	-24,9	-4,9
G Maintenance	126 142	106 034	-20 108	-15,9	-3,7	-12,2
H Ingénieurs et cadres de l'industrie	37 756	36 033	-1 723	-4,6	7,8	-12,4
J Tourisme et transports	388309	376 272	-12 037	-3,1	3,2	-6,3
K Artisanat	25 460	23 529	-1 931	-7,6	43,3	-50,9
L Gestion, administration	792 856	703 280	-89 576	-11,3	1,6	-12,9
M Informatique	120 168	171 721	51 553	42,9	4,7	-4,1
N Etudes et recherche	87 601	101 928	14 327	16,4	44,9	-28,5
P Fonction publique et professions juridiques	412 406	434 479	22 073	5,4	10	-4,6
Q Banques et assurances	234 904	227 391	-7 513	-3,2	4,4	-7,6
R Commerce	539 810	557 913	18 103	3,4	6,9	-3,5
S Hôtellerie, restauration, alimentation	216 791	212 679	-4 112	-1,9	3,8	-5,7
T Services aux particuliers (emplois familiaux, sécurité,...)	498 444	599 497	101 053	20,3	32	-11,7
U Communication, information, spectacles	153 958	176 279	22 321	14,5	33,8	-19,3
V Santé, action sociale, culturelle et sportive	317 925	378 581	60 656	19,1	28,7	-9,6
W Enseignement, formation	213 298	256 076	42 778	20,1	17,7	2,4
X Politique, religion	9 072	4 602	-4 470	-49,3	-53,2	3,9
<b>Total</b>	<b>5 075 974</b>	<b>5 041 995</b>	<b>-33 979</b>	<b>-0,7</b>	<b>4,5</b>	<b>-5,2</b>

\* Note de lecture : Pour le domaine de l'agriculture, on note une différence de 13,1 points entre l'évolution en Ile-de-France et celle de province.

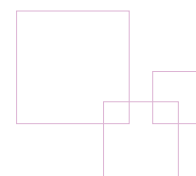
## L'évolution des métiers en Ile-de-France de 1990 à 1999 : une première approche comparative avec la province



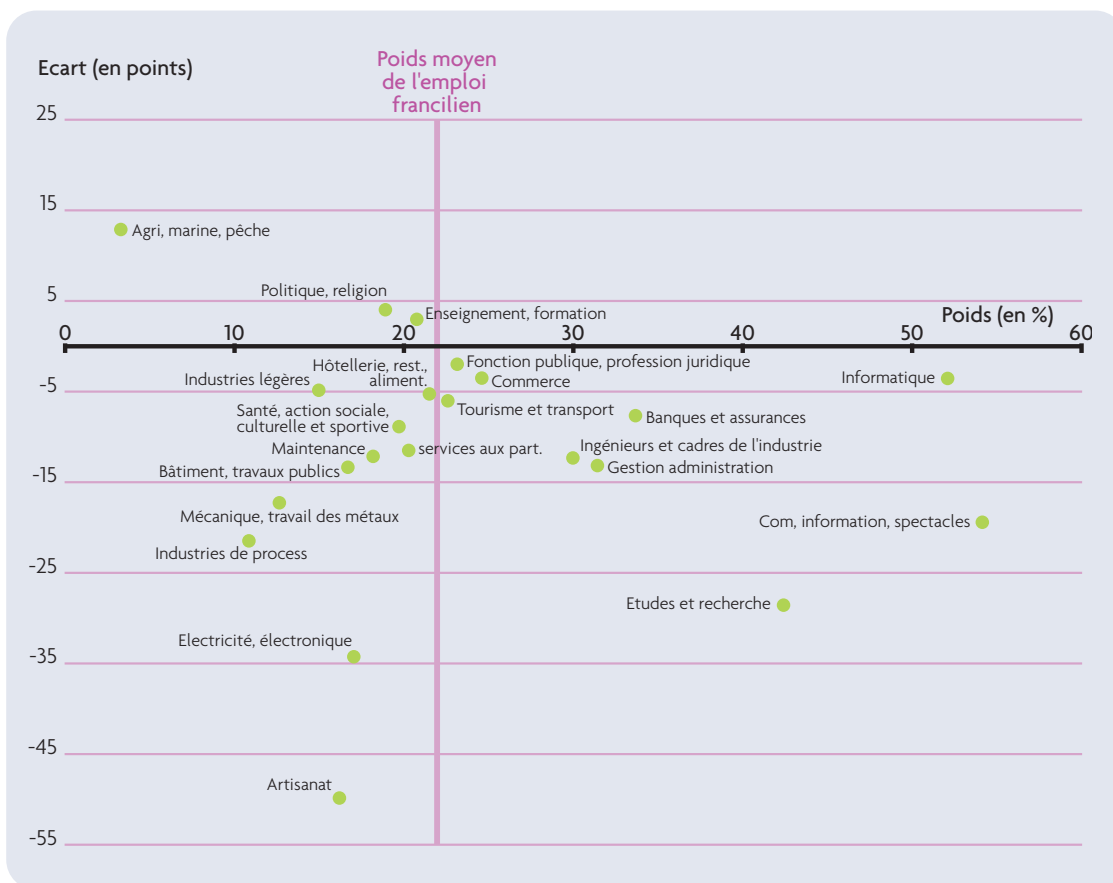
Croissance ou décroissance de l'emploi entre 1990 et 1999 par domaine professionnel.



## A. L'évolution des métiers en Ile-de-France en comparaison avec la province



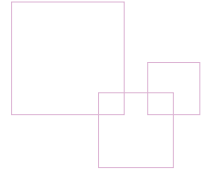
Différences d'évolutions Ile-de-France - Province et poids des domaines franciliens dans la France métropolitaine



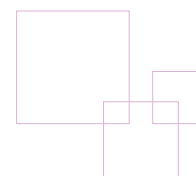
Un écart positif reflète une évolution plus favorable (ou moins défavorable) en Ile-de-France par rapport à la province, et un écart négatif correspond à une évolution plus défavorable (ou moins favorable).

Lecture : Les métiers de l'électricité-électronique en Ile-de-France, qui constituent 18% de l'emploi total du domaine en métropole en 1999, ont connu une évolution particulièrement défavorable par rapport à la province (-34,7 points de différence).

## L'évolution des métiers en Ile-de-France de 1990 à 1999 : une première approche comparative avec la province



# B L'évolution en Ile-de-France par domaine professionnel



## I. LES DOMAINES QUI ONT CRÉÉ LE PLUS D'EMPLOI

On ne traitera ici que les domaines dont la création nette d'emplois (créations moins destructions) s'élève à au moins 40 000 emplois sur la période.

Les données détaillées concernant l'évolution de l'emploi dans les familles professionnelles qui composent ces domaines sont présentées au chapitre C de ce document.

### L'informatique (+ 51 553 emplois créés, soit + 43%).

Les métiers d'informaticiens ont connu la plus forte hausse en Ile-de-France en neuf ans.

69% des postes d'informaticiens créés entre 1990 et 1999 sont des postes d'ingénieurs ou de cadres.

Les effets structurels et conjoncturels se sont conjugués. En effet, le gonflement des effectifs d'informaticiens a probablement été généré à la fois par la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, et par l'émergence des besoins liés à la préparation du passage à l'an 2000 et de la transition vers la monnaie unique. Cette extraordinaire progression a cependant été stoppée dès 2001 et le nombre de demandeurs d'emploi a triplé entre 2000 et 2004.

### Les services aux particuliers (+ 101 053, soit +20%).

Les métiers relatifs aux services aux particuliers ont augmenté de 20% en neuf ans.

Plus particulièrement, les assistants maternels ont doublé leurs effectifs en neuf ans ; on est ainsi passé de 40 000 actifs occupés en 1990 à 84 000 en 1999.

Les employés de maison ont également vu leurs effectifs augmenter de moitié. En 1990, on en comptait 38 000 et en 1999, 59 000.

Les dispositions en matière de fiscalité et de réduction des cotisations sociales qui se sont succédé depuis la fin des années 1980 ont contribué à l'essor de ces métiers.

Le nombre d'employés des services divers<sup>9</sup> a augmenté de 83% créant ainsi 14 663 postes.

On note également une forte augmentation des agents de sécurité et de surveillance (+ 27 %) : 10 000 emplois ont été créés en neuf ans.

### L'enseignement et la formation (+ 42 778, soit +20%).

43 000 postes d'enseignants et de formateurs-recruteurs ont été créés en neuf ans (+ 20%) dont deux tiers de postes d'enseignants et un tiers de formateurs ou recruteurs.

En ce qui concerne les enseignants, on note un fort accroissement des professeurs du supérieur sous l'effet des besoins liés à l'élévation du nombre de sortants du second cycle de l'enseignement secondaire à la fin des années 80 (+55%).

Les emplois de formateurs-recruteurs ont connu une importante augmentation (+ 57%) due notamment aux cadres de la formation et du recrutement dont les effectifs ont presque doublé durant ces neuf années.

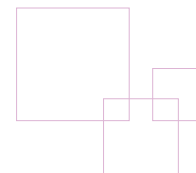
### La santé, l'action sociale, culturelle et sportive (+ 60 656, soit + 19%).

Les métiers relatifs à la santé qui ont connu une évolution favorable sont les métiers d'aides soignants (+ 20%), de sages-femmes (+21%), de psychologues et psychothérapeutes (+ 26%), de techniciens médicaux et préparateurs (+ 20%) et de spécialistes de l'appareillage médical (+ 29%). Avancées médicales et besoins entraînés par le vieillissement de la population se conjuguent pour susciter ces développements.

Les professions de l'action sociale, culturelle et sportive ont connu un réel essor en neuf ans (+ 47% et 29 500 emplois créés) ; ces métiers représentent à eux seuls presque la moitié des emplois créés dans le domaine professionnel de la santé, action sociale, culturelle et sportive.

Parmi eux, les animateurs socio-culturels (+ 83%), les animateurs sportifs (+57%), les éducateurs spécialisés (+ 42%) et les surveillants d'établissements scolaires (49%) ont connu une augmentation significative de leurs effectifs. L'effet des politiques d'emploi (emplois jeunes en particulier) n'est pas étranger à ces augmentations, notamment chez les animateurs.

## L'évolution des métiers en Ile-de-France de 1990 à 1999 : une première approche comparative avec la province



### II. LES DOMAINES DONT L'EMPLOI A LE PLUS REÇULÉ.

On ne développera que les domaines qui ont connu au moins 20 000 pertes nettes d'emplois sur la période.

#### 1. Les métiers manuels et de production<sup>10</sup> (261 172 emplois supprimés, soit -17,7%)

Dans cette partie, les domaines professionnels ont été regroupés dans un grand domaine, dans la mesure où tous ont subi une baisse de leur emploi durant la période 1990-1999.

Ces métiers représentaient 29% de l'emploi en Ile-de-France en 1990 et 24% en 1999 ; leurs effectifs ont diminué de 18%.

Parmi eux, on ne développera pas la situation des domaines de l'agriculture, du tourisme et transports, de l'artisanat, de l'électricité-électronique et des ingénieurs et cadres de l'industrie dans la mesure où la baisse des effectifs qui les affecte est inférieure à 20 000 emplois.

#### ■ Le bâtiment et les travaux publics (93 124 emplois supprimés, soit -26,8%).

La plus grosse perte d'effectifs concerne les métiers du BTP avec une perte de l'ordre de 93 000 personnes.

L'emploi dans le BTP s'élevait à 347 269 personnes en 1990, et en 1999 à 254 145 (-26,8%).

Tous les métiers du BTP en pâtissent, sauf les métiers de géomètre (11,2%) et les métiers de technicien et de chargé d'études du bâtiment et des travaux publics (+12,5%). Le chiffre concernant les géomètres est toutefois à prendre avec précaution dans la mesure où leur effectif est de l'ordre de 2000 personnes.

Chez les techniciens du BTP, on note une forte diminution des emplois de dessinateurs-projeteurs et d'études en BTP (-65%/-10 089 postes supprimés).

On enregistre également des pertes d'effectifs supérieures à 11 000 postes dans les métiers d'ingénieurs, cadres, chef de chantiers du BTP et d'ouvriers non qualifiés du bâtiment gros œuvre.

#### ■ Les industries légères (30 486 emplois supprimés, soit -29,8%).

Entre 1990 et 1999, l'emploi des industries légères a chuté de 30%, supprimant ainsi 30 486 postes.

74 % des postes supprimés sont des postes d'ouvriers qualifiés du textile et du cuir (31%) et d'ouvriers des industries graphiques (43%).

80% des postes supprimés d'ouvriers qualifiés (OQ) du textile et du cuir concernent les ouvriers qualifiés du travail artisanal du textile, du cuir et autres matériaux. Quant à ceux des industries graphiques, ce sont pour l'essentiel (89%) des ouvriers qualifiés de l'impression.

#### ■ La mécanique et le travail des métaux (55 712 emplois supprimés, soit -42,9%).

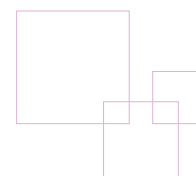
On comptait, en 1990, 215 705 personnes exerçant un métier relatif à la mécanique et au travail des métaux et en 1999, 159 993, soit une diminution nette de 55 712 postes (-26%).

Cette perte est essentiellement due (à 81%) à la perte d'effectifs d'ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement ou formage du métal, et d'ouvriers qualifiés ou non de la mécanique.

Plus précisément, la perte liée à ce domaine professionnel est due, à 76%, aux métiers suivants :

- d'ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal,
- de chaudronniers, de tôliers, de traceurs, de serruriers, de métalliers,
- d'ouvriers non qualifiés (ONQ) dans la métallerie, dans la serrurerie, dans le montage,
- d'ajusteurs, de mécaniciens,
- de contrôleurs de fabrication mécanique,
- de mécaniciens de véhicules.

# L'évolution en Ile-de-France par domaine professionnel



## ■ Les industries de process (27 683 emplois supprimés, soit -20,5%).

Le nombre d'ouvriers non qualifiés des industries de process a baissé de 48 % entre 1990 et 1999 ; l'effectif des ouvriers qualifiés de process a, quant à lui, diminué de 19% ; en revanche, les métiers les plus qualifiés sont en progression, puisqu'on note une hausse de 10% des personnes exerçant le métier de technicien et agent de maîtrise des industries de process.

Parmi eux, la sous famille professionnelle des techniciens des industries de process a augmenté de 7 297 personnes en 9 ans, soit une hausse de 20%.

## ■ La maintenance (20 108 emplois supprimés, soit -15,9%).

Entre 1990 et 1999, le nombre d'ouvriers qualifiés de la maintenance a chuté de 27%, passant de 67 288 personnes en 1990 à 49 116 personnes en 1999.

On note une baisse de 29% chez les ouvriers qualifiés de la maintenance en mécanique, et de 38,3% chez les ouvriers qualifiés de la maintenance en électricité et en électronique. En revanche, on note une légère augmentation du nombre d'ouvriers qualifiés polyvalents d'entretien (+ 5,2%) et de techniciens et agents de maîtrise (AM) de la maintenance (+2,1%).

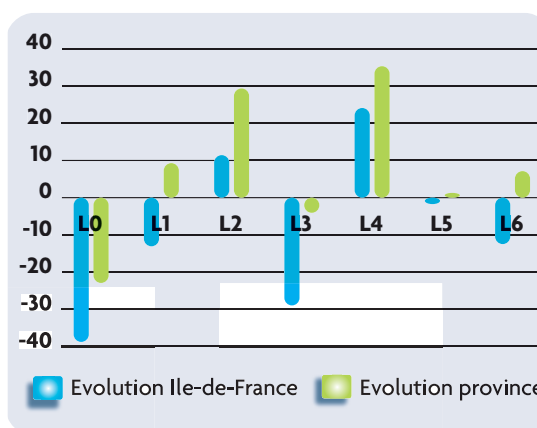
## 2. La gestion et l'administration (89 576 emplois supprimés, soit -11,3%).

Parmi les métiers de gestion et d'administration, les évolutions d'effectifs sont différentes d'un type de métier à l'autre.

Les familles professionnelles du domaine de la gestion et de l'administration sont les suivantes :

- Les secrétaires (L0)
- Les comptables (L1)
- Les employés administratifs (L2)
- Les secrétaires de direction (L3)
- Les techniciens administratifs (L4)
- Les cadres administratifs (L5)
- Les dirigeants d'entreprise (L6)

Les évolutions 1990-1999 en Ile-de-France et en province en %



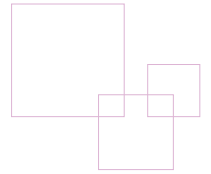
La plus grosse perte d'emplois des métiers de gestion et d'administration concerne les métiers de secrétaires et de secrétaires de direction. Avec 87 359 personnes de moins en 1999 qu'en 1990 (-38,8%), les métiers de secrétaires rassemblent 137 641 actifs.

Entre 1990 et 1999, le nombre de secrétaires de direction a baissé de 29%, perdant ainsi 15 565 postes. En 1999, on comptait 37 543 secrétaires de direction.

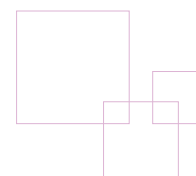
On constate également d'une part une baisse de 13,3% du nombre des comptables entre 1990 et 1999, qui correspond à une perte de 12 858 actifs, et d'autre part, une baisse de 19,9% du nombre de dirigeants des petites et moyennes entreprises qui correspond à une perte de 9 293 actifs.

La tendance à la baisse n'est pas une généralité. En effet, les métiers de techniciens administratifs ont augmenté de 24,6%, ce qui correspond à la création nette de 21 744 postes dont 20 558 postes de techniciens des services administratifs (+ 37,6%) ; les métiers d'agents administratifs divers se sont également développés (+ 17 % soit un gain de 13 993 postes), et les métiers de cadres dirigeants des grandes entreprises ont gagné 2 681 postes, ce qui correspond à une augmentation de 31,2%.

## L'évolution des métiers en Ile-de-France de 1990 à 1999 : une première approche comparative avec la province



# C L'évolution en Ile-de-France par famille professionnelle



Cette partie permet de repérer les évolutions par famille professionnelle, en particulier celles qui n'ont pas été traitées précédemment car ces familles n'appartiennent pas aux domaines qui ont connu les plus fortes évolutions.

Sur les 84 familles professionnelles, 52 ont perdu des effectifs. Ces métiers représentaient près de 54% de l'emploi en 1990, ils en constituent 45% en 1999.

A l'inverse, 32 familles professionnelles ont contribué positivement à la croissance de l'emploi, gagnant ainsi 9 points dans l'emploi total.

## Les 32 familles professionnelles créatrices d'emploi

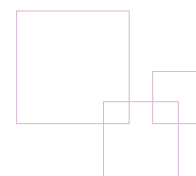
Familles professionnelles	Ile-de-France				Province	
	Effectif en 1990	Effectif en 1999	Variation 1990-1999 en niveau	Variation 1990-1999 en %	Taux de croissance annuel moyen en %	Variation 1990-1999 en %
T2 Assistants maternels	39 732	83 685	43 953	110,6	8,6	107,7
T6 Employés des services divers	20 681	34 969	14 288	69,1	6	48,3
R3 Intermédiaires de commerce	53 209	83 750	30 541	57,4	5,2	43,3
W1 Formateurs recruteurs	25 701	40 443	14 742	57,4	5,2	63,2
P3 Professionnels du droit	13 981	21 644	7 663	54,8	5	29,3
T1 Employés de maison	38 152	58 605	20 453	53,6	4,9	38,6
V4 Professionnels action sociale	62 900	92 356	29 456	46,8	4,4	48,3
R0 Caissiers employés libre services	41 080	59 002	17 922	43,6	4,1	70,0
M0 Informaticiens	120 168	171 721	51 553	42,9	4	47,0
J6 Cadres transports	15 008	20 486	5 478	36,5	3,5	103,0
A2 Techniciens cadres agriculture	3 724	4 868	1 144	30,7	3	24,5
L4 Techniciens administratifs	88 464	110 208	21 744	24,6	2,5	35,9
U1 Prof. des arts	85 190	105 280	20 090	23,6	2,4	49,0
P2 Fonction publique cat. A	99 160	121 668	22 508	22,7	2,3	34,3
V3 Professions paramédicales	47 440	57 555	10 115	21,3	2,2	32,3
V0 Aides soignants	59 785	71 999	12 214	20,4	2,1	34,9
N0 Personnels études et recherche	87 601	101 928	14 327	16,4	1,7	44,9
W0 Enseignants	187 597	215 633	28 036	14,9	1,6	14,3
J5 Agents tourisme et transports	56 176	62 888	6 712	11,9	1,3	10,3
Q2 Cadres banques et assurances	71 124	79 475	8 351	11,7	1,2	6,0
L2 Employés administratifs	111 572	124 026	12 454	11,2	1,2	28,9
E2 Techniciens AM process	44 877	49 575	4 698	10,5	1,1	22,4
R2 Représentants	130 340	140 875	10 535	8,1	0,9	26,2
S1 Cuisiniers	41 868	45 252	3 384	8,1	0,9	11,4
V1 Infirmiers sages femmes	72 620	78 448	5 828	8	0,9	21,4
P1 Fonction publique cat. B	86 216	92 725	6 509	7,5	0,8	18,7
T4 Agents entretien	204 671	219 088	14 417	7	0,8	19,1
T5 Armée pompiers police	80 788	85 983	5 195	6,4	0,7	19,2
S2 Employés AM hôtellerie	102 565	108 517	5 952	5,8	0,6	24,5
T3 Gardiens	80 516	84 125	3 609	4,5	0,5	8,7
V2 Médecins et assimilés	75 180	78 223	3 043	4	0,4	8,0
U0 Prof. de la communication	68 768	70 999	2 231	3,2	0,4	8,6
<b>Total</b>	<b>2 316 854</b>	<b>2 775 999</b>	<b>459 145</b>	<b>19,8</b>	<b>2,0</b>	<b>29,4</b>

## L'évolution des métiers en Ile-de-France de 1990 à 1999 : une première approche comparative avec la province

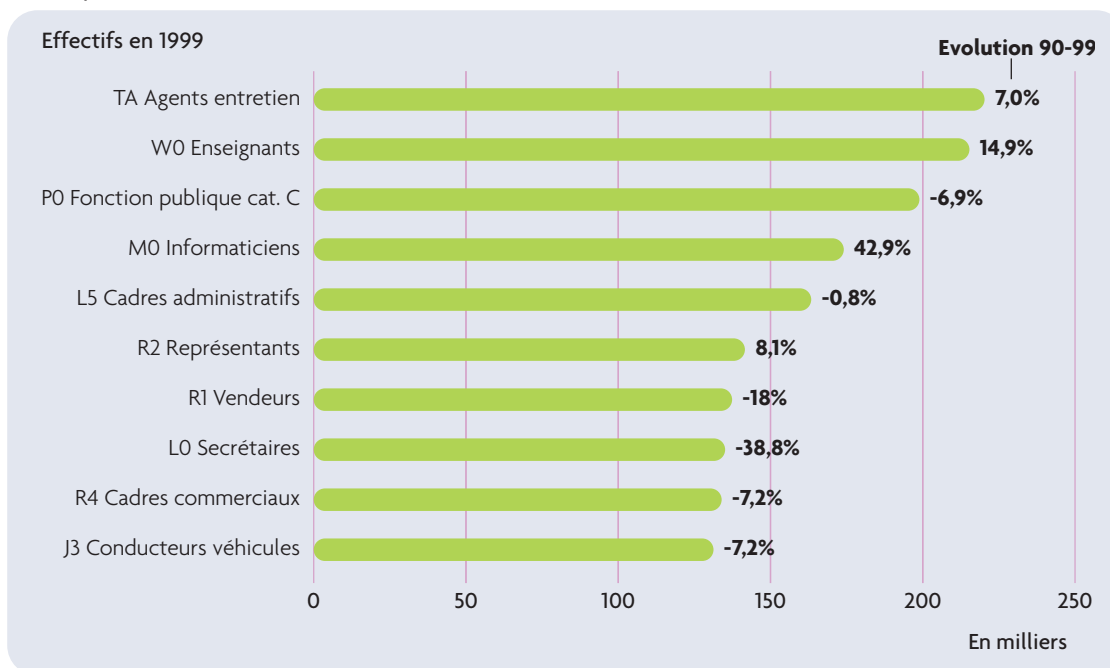
Les 52 familles professionnelles ayant supprimé des emplois.

Familles professionnelles	Ile-de-France					Province
	Effectif en 1990	Effectif en 1999	Variation 1990-1999 en niveau	Variation 1990-1999 en %	Taux de croissance annuel moyen en %	Variation 1990-1999 en %
L5 Cadres administratifs	162 260	160 880	-1 380	-0,9	-0,1	0,3
T0 Coiffeurs esthéticiens	33 904	33 042	-862	-2,5	-0,3	14,5
J4 Agents exploitations transports	19 588	18 980	-608	-3,1	-0,3	0,8
G1 Technicien AM maintenance	58 854	56 918	-1 936	-3,3	-0,4	23,2
Q1 Employés techniciens assurances	63 792	61 398	-2 394	-3,8	-0,4	10,7
H0 Ingénieurs techniques industrie	37 756	36 033	-1 723	-4,6	-0,5	7,8
A1 Maraîchers jardiniers	18 364	17 415	-949	-5,2	-0,6	2,8
D6 Techniciens AM en mécanique	56 560	53 336	-3 224	-5,7	-0,6	3,9
J0 ONQ manutention	82 101	76 409	-5 692	-6,9	-0,8	-4,5
P0 Fonction publique cat. C	213 049	198 442	-14 607	-6,9	-0,8	-0,5
J3 Conducteurs véhicules	138 603	128 638	-9 965	-7,2	-0,8	5,2
R4 Cadres commerciaux	146 264	135 734	-10 530	-7,2	-0,8	-1,5
K0 Artisans et ouvriers artisanaux	25 460	23 529	-1 931	-7,6	-0,9	43,3
J1 OQ manutention	72 848	66 231	-6 617	-9,1	-1,1	3,1
L6 Dirigeants entreprises	55 376	48 764	-6 612	-11,9	-1,4	6,7
L1 Comptables	97 076	84 218	-12 858	-13,2	-1,6	8,6
F5 Techniciens AM des indus. légères	11 656	10 080	-1 576	-13,5	-1,6	-7,3
Q0 Employés techniciens banque	99 988	86 518	-13 470	-13,5	-1,6	-1,2
D5 Ouvriers réparation automobile	33 652	28 935	-4 717	-14	-1,7	0,4
B2 OQ gros œuvre bâtiment	43 128	35 613	-7 515	-17,4	-2,1	-8,7
C0 ONQ électricité et électronique	8 176	6 713	-1 463	-17,9	-2,2	8,6
S3 Patrons hôtels, cafés, restaurants	34 728	28 507	-6 221	-17,9	-2,2	-15,4
R1 Vendeurs	168 917	138 552	-30 365	-18	-2,2	-21,5
E1 OQ process	36 565	29 781	-6 784	-18,6	-2,3	14,5
S0 Bouchers charcutiers boulangers	37 630	30 403	-7 227	-19,2	-2,3	-9,1
C2 Technicien AM électricité	34 840	27 654	-7 186	-20,6	-2,5	12,0
B6 Techniciens BTP	33 684	25 842	-7 842	-23,3	-2,9	2,2
B7 Cadres BTP	54 576	41 857	-12 719	-23,3	-2,9	-12,2
F0 ONQ textile et cuir	16 628	12 695	-3 933	-23,7	-3	-47,2
B4 OQ bâtiment second œuvre	116 721	88 139	-28 582	-24,5	-3,1	-12,8
B3 ONQ bâtiment second œuvre	28 612	21 190	-7 422	-25,9	-3,3	-15,1
C1 OQ électricité et électronique	18 180	13 379	-4 801	-26,4	-3,3	17,1
F3 OQ bois	6 532	4 780	-1 752	-26,8	-3,4	-0,7
G0 OQ maintenance	67 288	49 116	-18 172	-27	-3,4	-17,2
A0 Agriculteurs sylviculteurs	15 248	11 043	-4 205	-27,6	-3,5	-34,9
L3 Secrétaires de direction	53 108	37 543	-15 565	-29,3	-3,8	-3,3
B1 OQ travaux publics et béton	20 060	14 097	-5 963	-29,7	-3,8	-14,6
F1 OQ textile et cuir	30 593	21 123	-9 470	-31	-4	-17,7
D2 OQ formage métal	21 008	14 213	-6 795	-32,3	-4,2	-5,3
J2 Conducteurs engins traction	3 985	2 640	-1 345	-33,8	-4,5	-9,5
D3 ONQ mécanique	36 344	23 615	-12 729	-35	-4,7	-22,5
F4 Ouvriers des industries graphiques	34 828	21 878	-12 950	-37,2	-5	-14,3
D1 OQ enlèvement métal	23 316	14 616	-8 700	-37,3	-5,1	7,1
F2 ONQ bois	2 128	1 323	-805	-37,8	-5,1	-20,1
B5 Conducteurs engins BTP	5 212	3 206	-2 006	-38,5	-5,3	-9,8
L0 Secrétaires	225 000	137 641	-87 359	-38,8	-5,3	-23,2
D0 ONQ enlèvement ou formage métal	6 704	4 055	-2 649	-39,5	-5,4	-10,9
D4 OQ mécanique	38 121	21 223	-16 898	-44,3	-6,3	-16,4
A3 Marins pêcheurs	1 994	1 086	-908	-45,5	-6,5	-17,5
B0 ONQ gros œuvre bâtiment	45 276	24 201	-21 075	-46,5	-6,7	-27,1
E0 ONQ process	53 767	28 170	-25 597	-47,6	-6,9	-16,3
X0 Prof. politique et clergé	9 072	4 602	-4 470	-49,3	-7,3	-53,2
<b>Total</b>	<b>2 759 120</b>	<b>2 265 996</b>	<b>-493 124</b>	<b>-17,8725101</b>	<b>-2,2</b>	<b>4,5</b>

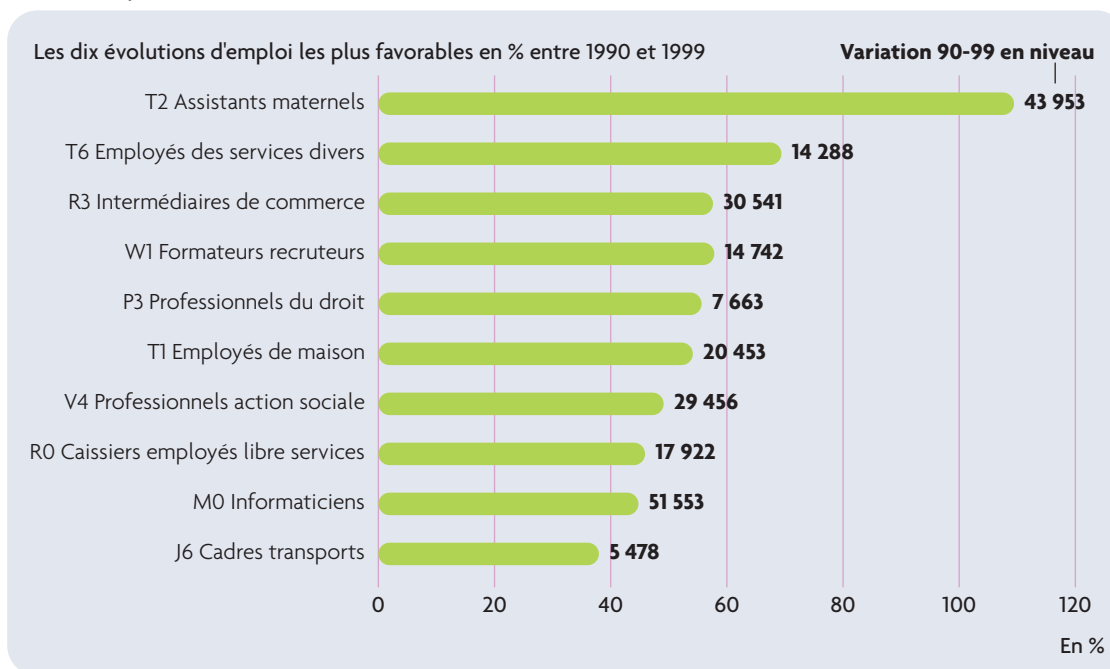
# L'évolution en Ile-de-France par famille professionnelle



## Les dix premiers métiers

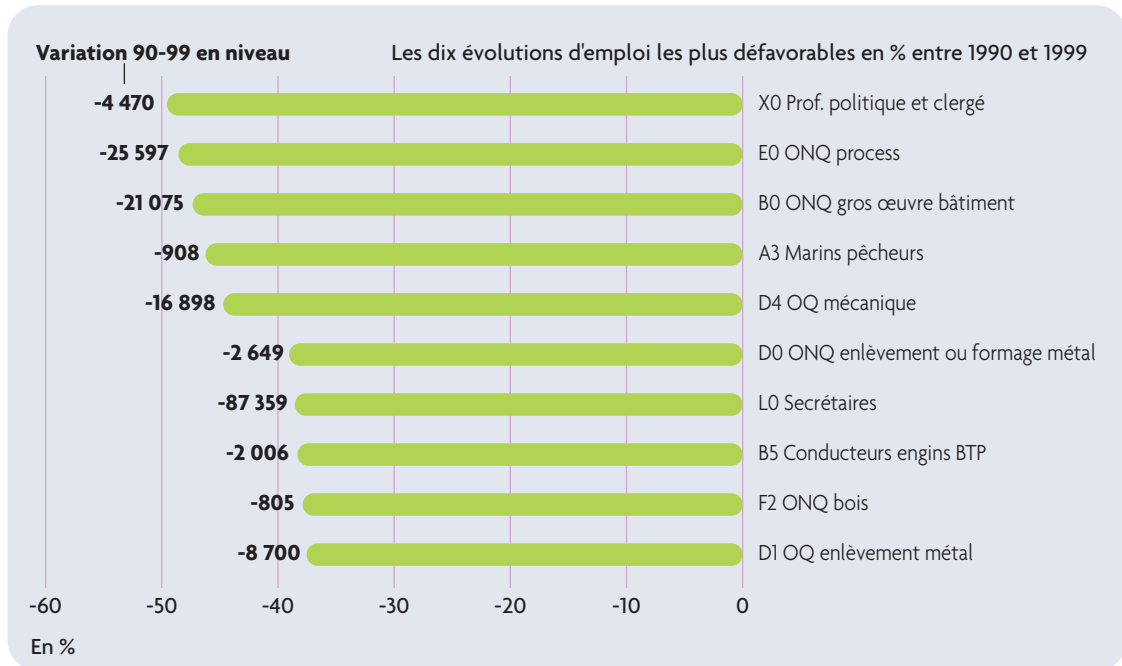


## Les métiers porteurs

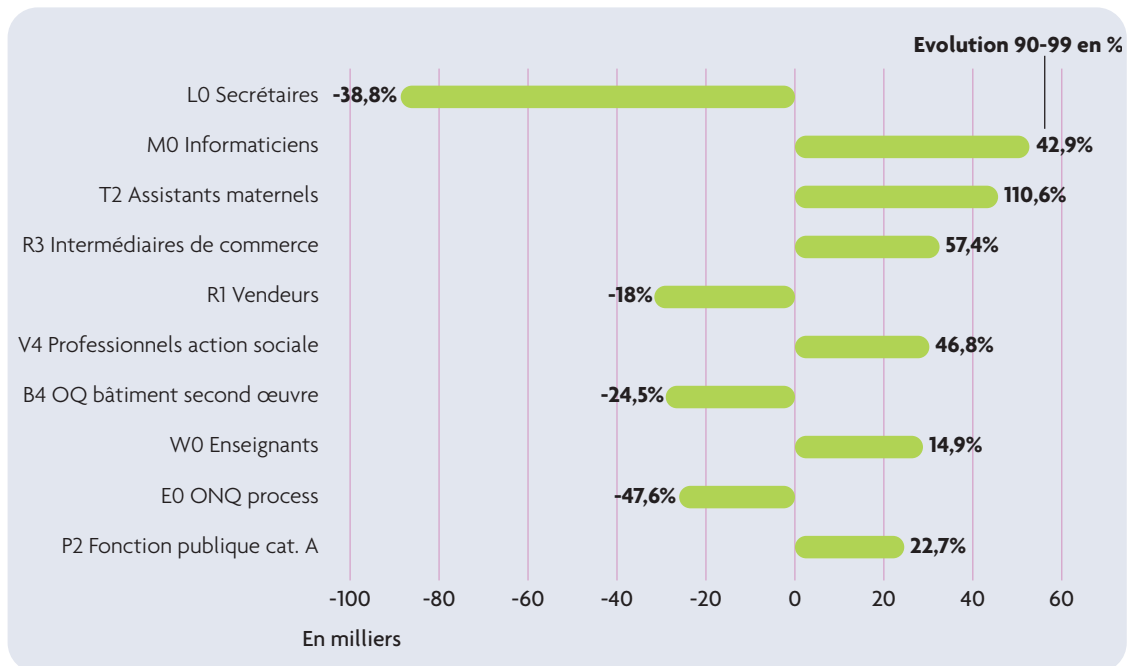


## L'évolution des métiers en Ile-de-France de 1990 à 1999 : une première approche comparative avec la province

### Les métiers en déclin



### Les dix plus fortes évolutions "en valeur absolue" entre 1990 et 1999



## Notes

<sup>1</sup> Il existe bien évidemment de nombreux travaux sur l'évolution des métiers, nationaux ou régionaux, dont certains émanent d'ailleurs de l'ancien OREF d'Ile-de-France, et sur lesquels une synthèse documentaire est en cours à l'OREF. Il s'agit ici d'un premier élément dans l'élaboration d'une vision systémique, intégrée dans une démarche d'aide à la décision.

<sup>2</sup> Les familles professionnelles sont des regroupements de métiers. La nomenclature des familles professionnelles (FAP) permet d'analyser simultanément la nature des emplois occupés et celle des emplois recherchés, car elle permet de rapprocher les professions et catégories socioprofessionnelles utilisées pour le recensement de la population, et le répertoire opérationnel des métiers et des emplois (ROME) utilisé par l'ANPE pour codifier les demandes et les offres d'emploi. Cette nomenclature des métiers comporte trois niveaux d'agrégation : en 224 postes (niveau le plus détaillé), agrégés en 84 FAP, elles mêmes regroupées en 22 domaines professionnels. Les domaines professionnels ne doivent pas être confondus avec les secteurs d'activité, même si les intitulés sont parfois proches. Une même profession peut être exercée dans des secteurs d'activité différents.

<sup>3</sup> L'OREF a d'ailleurs procédé en interne à une comparaison des évolutions des familles professionnelles d'après le recensement et d'après l'enquête emploi. Si les conclusions sont plutôt rassurantes sur les évolutions globales (peu de divergences), il n'est pas possible de les décrire avec le même degré de finesse qu'avec le recensement, étant donnée la taille de l'échantillon de l'enquête emploi. De plus, le changement de méthodologie de l'enquête emploi en 2003 oblige à arrêter l'analyse en 2002.

<sup>4</sup> A paraître en novembre 2005 dans la collection «Ile-de-France à la page».

<sup>5</sup> L'emploi «au lieu de travail» est plus abondant en Ile-de-France que l'emploi «au lieu de résidence», 256 000 provinciaux se déplaçant en Ile-de-France pour y travailler, alors que 58 000 franciliens travaillent de dehors de leur région. Le solde des migrations alternées est donc nettement positif en faveur de l'Ile-de-France. L'emploi au lieu de travail s'élève donc à 5 millions d'actifs occupés, alors que l'emploi des franciliens «au lieu de résidence» est un peu moins important (4,8 millions).

<sup>6</sup> Auxquels il faut ajouter le domaine «politique-religion» mais dont les effectifs sont très réduits.

<sup>7</sup> Cf. «Ile-de-France – Analyse et mise en perspective des premiers résultats de la collecte 2004 du nouveau recensement», IAURIF, document d'étape, juin 2005.

<sup>8</sup> Les ouvriers qualifiés de la maintenance, des industries de process, et travaillant par enlèvement et formage du métal avaient en 1999 des taux de chômage nettement inférieurs à la moyenne francilienne.

<sup>9</sup> Cette catégorie est très hétérogène : elle est composée de pompistes et gérants de station-service, de professionnels de l'entretien artisanal technique (artisans teinturiers, blanchisseurs).

<sup>10</sup> Les métiers manuels et de production sont les métiers relatifs aux domaines professionnels de l'agriculture, de la marine et de la pêche, du BTP, de l'électricité et de l'électronique, de la mécanique et du travail des métaux, des industries de process, des industries légères, de la maintenance, des ingénieurs et des cadres de l'industrie, du tourisme et des transports et de l'artisanat.

### Pour en savoir plus :

- Les familles professionnelles en Ile-de-France. Situation de l'emploi et du chômage, Edition 1998, OREF Ile-de-France.
- L'articulation métiers-secteurs : une comparaison Ile-de-France - Province en 1999, OREF Ile-de-France, octobre 2005.
- Document INSEE Ile-de-France à la page sur l'évolution de l'emploi et du chômage dans onze domaines professionnels, à paraître en novembre 2005.

Sur la nomenclature des FAP et l'évolution des métiers, voir le portail du ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale, DARES : [http://www.travail.gouv.fr/etudes/etudes\\_i.html](http://www.travail.gouv.fr/etudes/etudes_i.html) / le CEREQ : <http://www.cereq.fr/> / l'ANPE : <http://www.observatoire.anpe.fr/> / l'IAURIF : <http://www.iaurif.org>

L'OREF Ile-de-France, Observatoire Régional Emploi Formation, est un département du groupement d'intérêt public CARIF Ile-de-France. Sa mission centrale est d'assurer l'interface entre prospective et action en matière de relation formation-emploi. L'OREF Ile-de-France est dirigé par Christine Bruniaux.

Dans ce cadre, des groupes de travail régionaux ont été constitués. Cette publication a été produite pour l'un de ces groupes de travail, centré sur l'évolution des métiers.

**L'articulation métiers-secteurs : une comparaison Ile-de-France - Province en 1999** est une publication de l'Observatoire Régional Emploi Formation d'Ile-de-France, département du GIP CARIF Ile-de-France, cofinancé par l'Etat et la Région : 16 avenue Jean Moulin 75014 PARIS - Tél. 01 56 53 32 32.

Directeur de la publication : **Jean François Driay**, délégué général du GIP CARIF Ile-de-France.

Conception : **Christine Bruniaux, Frédéric Lainé, Bouchra Niny.**

Réalisation : **Bouchra Niny.**

Octobre 2005.



16, avenue Jean Moulin - 75014 Paris  
Tél. : 01 56 53 32 32 - Fax : 01 56 53 32 33